

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Le mouvement étudiant et « l'école de Valleyfield »

Trycia Lanthier et Jonathan Scott

Numéro 22, automne 2019

Valleyfield, mémoires et résistances

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91532ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lanthier, T. & Scott, J. (2019). Le mouvement étudiant et « l'école de Valleyfield ». *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 84-90.

Le mouvement étudiant et « l'école de Valleyfield »

Trycia Lanthier et Jonathan Scott

Respectivement permanente sociopolitique à l'AGECoV et professeur de sociologie au Collège de Valleyfield

Historiquement reconnue comme un des mouvements de masse les plus importants du Québec¹, la mobilisation citoyenne du printemps 2012, qui s'est terminée par la défaite électorale du gouvernement libéral de Jean Charest, a commencé avec la grève du mouvement étudiant et elle fut soutenue par différentes autres actions collectives. La solidarité étudiante a su convertir des revendications étudiantes en enjeux sociopolitiques élargis, ce qui constitue sa plus grande réalisation. Elle est notamment intervenue dans la lutte contre les politiques d'austérité et la mondialisation néolibérale, afin de fédérer d'autres organisations de la société civile et interpeller un nombre important de citoyennes et de citoyens sur ces enjeux².

Le présent article porte sur l'histoire récente de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGECoV), la toute première association étudiante à convoquer ses membres en assemblée générale à l'hiver 2012 afin de tenir un vote de grève et de faire accepter une proposition en faveur d'une grève générale illimitée³. Plus précisément, le texte traite de deux idées fortes qui permettent de saisir la place occupée par l'AGECoV dans l'espace militant du territoire de la municipalité de Salaberry-de-Valleyfield. Première idée, l'AGECoV serait une « école » du militantisme : les personnes qui y militent s'engageraient ensuite dans d'autres mouvements sociaux et organisations syndicales. Deuxièmement, cette association étudiante a su développer

1 Pierre-André Tremblay, Michel Roche et Sabrina Tremblay (dir.), *Le printemps québécois. Le mouvement étudiant de 2012*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2015.

2 Jean-Marc Fontan, « D'un printemps à l'autre », dans *Le printemps québécois. Le mouvement étudiant de 2012*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2015, p. 35-56.

3 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de force*, Montréal, Lux, 2017.

et maintenir des liens concrets avec les autres composantes de l'espace militant campivallensien depuis sa création malgré le roulement des personnes membres du comité exécutif, une caractéristique intrinsèque à ce type d'association.

Deux éléments méthodologiques caractérisent cet article. La période retenue s'étend de 2001 à 2014 mais nous faisons également un retour sur la période de la fondation de l'association. Enfin, nous avons effectué plusieurs entrevues semi-dirigées afin de recueillir des données pertinentes.

À l'origine de l'AGECV⁴

La fondation de l'association étudiante en 1973 s'inscrit dans un contexte sociohistorique plutôt favorable aux revendications sociales tant à l'échelle nationale que sur le plan local. À l'échelle locale, trois éléments principaux caractérisent l'esprit militant de cette municipalité. Celle-ci possède une histoire ouvrière et syndicale déterminante, ce qui fait dire à certaines et certains que la région possède un « gène syndical ». Par ailleurs, la région comprend, à cette époque, un nombre important de membres actifs dans les instances d'un nouveau parti politique au programme social-démocrate, le Parti québécois (PQ). Enfin, contrairement à la réalité québécoise alors en mutation, les familles de la classe ouvrière plutôt que celles de la classe moyenne constituent la majorité statistique, d'où une conscience de classe forte dans la population.

Issus de ce contexte social particulier et principalement rattachés à la jeunesse péquiste, douze étudiantes et étudiants et plusieurs anciennes et anciens étudiants militants du cégep de Valleyfield se rencontrent dans un chalet de la région à l'été 1972 et conçoivent un plan d'action pour l'année scolaire à venir. Ce plan d'action comporte une réflexion sur l'importance d'une escalade des moyens de pression et propose la création d'une association étudiante. L'une des personnes du groupe rapporte deux faits marquants de l'année scolaire 1972-1973. La toute première mobilisation étudiante avait comme objectif principal la prise de contrôle du café étudiant, car on craignait que la direction ne le transforme en salles de cours. Cette mobilisation a impulsé l'organisation de la communauté estudiantine.

La lutte pour la reconnaissance par la direction du collège qui suivra la mise sur pied de l'association étudiante constitue la deuxième mobilisation. Plus de 200 étudiantes et étudiants mobilisés se donnent rendez-vous et occupent le bureau de la direction générale pendant deux semaines. Elles et ils ne partiront qu'au moment où un contingent policier les sortira de force. Les revendications sociales portées par le mouvement étudiant étaient, bien sûr, la reconnaissance de l'association, mais également le droit des étudiantes et étudiants à la représentation et à leur autonomie organisationnelle. Peu de temps après cette occupation, elles et ils auront gain de cause et l'AGECV

4 Avant les années 2000, l'acronyme s'écrivait sans « o ».

sera reconnue par l'ensemble des instances administratives du collège. Nouvellement organisé, le militantisme étudiant campivallensien participe au mouvement de grève de l'automne 1974. Ce mouvement réclame le retrait des tests d'aptitude aux études universitaires. Sous la pression étudiante, le gouvernement les retire. Forte de cette victoire, l'AGECoV participe à une nouvelle mobilisation qui vise à abolir les frais de scolarité et à améliorer le système des prêts et bourses. Cette fois-ci, l'administration du cégep de Valleyfield, comme celle des autres cégeps en grève, ne cède pas et va demander à la police antiémeute d'intervenir afin de briser la grève.

La grève de 2005

Au début de 2001, le mouvement étudiant du Québec se reconfigure. On assiste à la création, au Collège de Valleyfield, d'une association étudiante qui revendique l'héritage du syndicalisme de combat étudiant. Nouvelle dans le paysage québécois, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) revient au syndicalisme étudiant comme fondement de son identité et opte pour une stratégie de confrontation. Cela répond au besoin criant, selon certains étudiants et étudiantes, de se distancier des deux fédérations existantes, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), ainsi que de leurs discours de concertation et de partenariat avec l'État⁵.

À l'échelle locale, l'AGEGoV n'est pas, en 2005, une composante aussi importante au sein de l'ASSÉ qu'elle ne le sera en 2012. Par contre, le travail militant effectué par le comité exécutif de l'époque surprend. Selon plusieurs, l'orientation prise par l'association étudiante de Salaberry-de-Valleyfield et l'inscription de sa mobilisation dans un militantisme de lutte sociale n'est pas le fruit du hasard. Même si on constate une plus grande hétérogénéité des classes sociales sur le territoire, les familles d'origine ouvrière sont majoritaires. Cette origine ouvrière favorise l'engagement des étudiantes et des étudiants, une sorte de reproduction sociale de l'activité politique des parents. En effet, la région se caractérise par un grand nombre de militantes et militants péquistes ainsi que par la présence du Parti communiste ouvrier (PCO). Ces éléments contribuent à ce que les étudiantes et les étudiants soient plus sensibles à la réalité des prolétaires et veuillent militer activement contre les inégalités sociales.

Ainsi, les étudiantes et étudiants militants ne s'engagent pas seulement dans la cause étudiante et à l'intérieur de leur cégep. Elles et ils tissent des liens importants avec les syndicats et les organismes communautaires du territoire. Elles et ils participent, entre autres, à certaines rencontres de l'intersyndicale COTON 46. Outre leur militantisme au sein des instances de leur syndicat étudiant, certaines et certains

5 Maxim Fortin, « Syndicalisme et mouvement étudiant : le rôle des organisations de travailleurs pendant le Printemps érable », dans James D. Thwaites (dir.), *Travail et syndicalisme. Origine, évolution et défis d'une action sociale*, 4^e éd., Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2014, p. 616-626.

aident leurs collègues de la polyvalente de la Baie-Saint-François à débrayer. La revendication portée par les élèves du secondaire en grève est la même : s'opposer à la conversion en prêts de plusieurs milliers de dollars de bourses. Aux dires de certaines personnes alors membres de l'exécutif de l'AGECoV, même si plusieurs pensaient qu'une grève dans une polyvalente était inutile, un réel rapport de force a été créé puisque les services – autobus, cafétéria – et les salaires du personnel enseignant et de soutien devaient être payés afin d'honorer les contrats. Au cours de cette grève, une idéologie a orienté l'action de l'association étudiante. Encore aujourd'hui, l'exécutif s'appuie sur l'idéalisme pragmatique pour mettre en oeuvre ses stratégies d'action. Les militantes et militants de l'AGECoV définissent cette idéologie de la manière suivante : la capacité de remettre en question tous les discours, même le nôtre et ceux de nos alliés-e-s. Autrement dit, appliquer un esprit d'analyse politique de façon systématique, peu importe la vision privilégiée.

La grève de 2012

En 2012, l'AGECoV est la première association étudiante au Québec à convoquer une assemblée générale et à faire voter un mandat de grève générale. Comment expliquer cela ?

D'une part, il y a la conscience de classe des étudiantes et étudiants découlant des conditions de vie de leurs parents et de leur entourage. En effet, certaines et certains affirment qu'avoir grandi à Salaberry-de-Valleyfield permet d'avoir été immergé très jeune dans la culture ouvrière locale. De ce fait, les jeunes sont rapidement en contact avec la pauvreté et ses conséquences négatives sur les trajectoires de vie et sont ainsi sensibilisés aux inégalités sociales. Cette sensibilisation favorise la volonté chez certaines et certains de militer afin de transformer la société. L'AGECoV devient alors une porte d'entrée intéressante au militantisme.

D'autre part, le processus de reproduction du militantisme et du partage du savoir explique également cette sortie hâtive en grève. La direction de l'association reçoit un coup de main soutenu des membres des exécutifs précédents. Dans ce cas précis, il y a transfert des compétences acquises en mobilisation et stratégie d'action. Par exemple, des militantes et militants impliqués en 2005 dispensent des ateliers de formation sur l'éducation et le système québécois, la dégradation des services publics, le syndicalisme de combat, le nationalisme et le modèle québécois de développement. Ces ateliers visent à conscientiser les étudiantes et étudiants et à aider l'exécutif à mettre en oeuvre une stratégie de mobilisation et d'action adaptée à la réalité campivallensienne, mais qui s'arrime également à celle conçue à l'échelle nationale. De plus, l'AGECoV est soutenue par l'ASSÉ, tant au plan matériel qu'au plan physique. Durant la grève, l'exécutif de l'association nationale a mobilisé plusieurs personnes qui ont aidé le comité exécutif local. Par exemple, l'ASSÉ a envoyé un grand nombre de militantes

et de militants au Collège de Valleyfield afin de contrecarrer le désir de l'administration d'ouvrir le cégep malgré un vote de grève.

L'élargissement du mouvement à d'autres enjeux sociopolitiques permet aux étudiantes et étudiants militants de se livrer à une réflexion globale sur l'ensemble des conséquences du système capitaliste. « Une reconfiguration de la critique sociale a suivi. Centrée au départ sur la cause étudiante, elle en est venue à élargir la base de la contestation⁶. » Cette reconfiguration permet aux étudiantes et aux étudiants d'être conscientisés par l'analyse de la situation des autres mouvements sociaux et d'en tenir compte dans leur propre analyse. Le comité exécutif de l'AGECoV participe de manière soutenue à des alliances avec des organismes communautaires locaux, liens qui ont subsisté après la grève. Par exemple, les étudiantes militantes, influencées par leur lien avec les organisations de femmes de la région, ont mis sur pied un comité femmes au Collège de Valleyfield. Ce comité a été très actif durant la grève et a organisé, entre autres, un événement auquel plusieurs syndicats et organismes communautaires ont participé. Plusieurs militantes et militants d'organismes et de syndicats locaux présents à cet événement ont d'abord été des militantes et militants au cégep. Au cours de cette grève générale illimitée, les étudiantes et les étudiants ont pris conscience qu'un mouvement social élargi fort peut influencer de manière efficace les instances décisionnelles gouvernementales et économiques.

La mobilisation du printemps 2015

À la suite du printemps étudiant de 2012, la mobilisation a connu, dans plusieurs associations locales, un ressac lors de l'élection à la session d'automne 2012 d'étudiantes et d'étudiants issus de la mouvance des « carrés verts⁷ ». Cependant, ce ressac a été de courte durée et le militantisme étudiant d'allégeance syndicale a repris en force dès 2014. Ce nouveau souffle s'inscrit dans une campagne nationale plus large lancée par l'ASSÉ contre les mesures d'austérité du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Une nouvelle phase de militantisme se construit sur les avancées du printemps 2012. En effet, l'élargissement du militantisme étudiant à d'autres enjeux sociopolitiques que la cause étudiante permet de construire une réponse sociale à l'orientation néolibérale du gouvernement. C'est ainsi que le « printemps 2015 » prend forme avec son collectif *Refusons l'austérité*.

Dans ce contexte élargi du militantisme étudiant, l'exécutif de l'AGECoV participe à plusieurs actions en collaboration avec les autres acteurs de la société civile du territoire campivallensien, notamment avec l'intersyndicale COTON 46. D'abord, il y a la circulation de pétitions sur les enjeux de l'exploitation des hydrocarbures et sur

6 Fontan, *op. cit.*, p. 52.

7 Les carrés verts, ainsi nommés, étaient ceux et celles qui s'opposaient à la grève menée par les carrés rouges.

les multiples coupes annoncées par le gouvernement Couillard. Par la suite ont été menées des actions plus fortes, comme l'occupation des bureaux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) de la région afin de dénoncer les projets d'oléoduc Trans Mountain et Énergie-Est. Plus tard, une quinzaine d'étudiantes et d'étudiants campent sur le terrain du collège durant plus d'un mois pour dénoncer les coupes dans le secteur public. À ces actions se mêle une campagne d'appui aux professeur-e-s du cégep pour la négociation de leur convention collective. L'appui des étudiantes et des étudiants ira jusqu'à voter une proposition de déclenchement d'une grève en cas d'adoption par le gouvernement d'une loi spéciale. Sur fond de grève sociale illimitée, en collaboration avec COTON 46, l'AGECoV mobilise les étudiantes et étudiants et participe à grand un rassemblement régional de plus de 1000 personnes, organisé pour dénoncer l'austérité libérale.

Ressac et reprise

Parce que cette période militante offre des gains minimes, la période suivante (2015-2019) constitue un creux durant lequel les efforts de l'AGECoV sont plutôt déployés à travers des revendications « internes » au collège. De plus, l'association prend une orientation dans le sens d'une professionnalisation.

Dès le début de l'année scolaire 2018-2019, l'association étudiante réinscrit son action politique dans le champ des luttes élargies. Poussée par l'urgence climatique et la nécessité de penser la transition climatique, l'association effectue un important travail de mobilisation. Ce travail culmine avec l'adoption d'une journée de grève afin que l'ensemble de la communauté étudiante puisse aller manifester. Cette période d'urgence climatique sera-t-elle l'occasion d'une nouvelle phase de la solidarité syndicale étudiante ?

Pour ne pas conclure

Revenons brièvement sur quelques caractéristiques fondamentales du mouvement étudiant de Salaberry-de-Valleyfield. D'abord, ce mouvement étudiant s'inscrit dans un espace militant construit autour de l'origine ouvrière de la municipalité. En effet, l'articulation entre luttes étudiantes et enjeux sociopolitiques rend possibles sur ce territoire régional des alliances fortes et efficaces de mouvements sociaux (organismes communautaires, syndicats et association étudiante), ce qui permet d'obtenir des gains tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale. C'est de là que vient l'expression « l'école de Valleyfield », une expression validée par les militantes et militants étudiants, anciens et actuels, dont plusieurs sont impliqués au sein de différentes instances syndicales ou regroupements communautaires de la région.

Laissons la parole à deux d'entre eux.

« L'école de Valleyfield » : cette expression représente bien ce que je retiens de mon passage à l'AGECoV, un lieu où on apprend énormément, entouré de militantes et militants très réfléchis. Valleyfield est une ville étonnamment politisée, où plusieurs ont commencé leur vie militante, surtout pendant leur passage au cégep. L'« école de Valleyfield », c'est un peu l'école de la vie militante et politique, mais ça représente aussi, pour moi, un lieu de rencontres extraordinaire où peuvent se nouer des amitiés et des solidarités très fortes.

Il y a probablement un lien à faire avec le fait que la ville héberge un cégep des plus « prolo ». Les personnes les plus touchées par les violences capitalistes sont nécessairement les plus pragmatiques face à elles : il s'agit moins d'un radicalisme systémique ou d'une culture de gauche que d'une possibilité de mobilisation accrue par des conditions objectives indéniables de précarité.